

# Turquie-Allemagne : partenariat tumultueux, liens indissolubles

*Nora Seni*<sup>1</sup>

Si l'Allemagne fut un temps un artisan majeur de l'euro-péanisation de la Turquie à travers sa candidature à l'Union européenne (UE), elle a été aussi un acteur déterminant de l'abandon de ce projet. La position de l'Allemagne d'Angela Merkel, associée à celle de la France de Nicolas Sarkozy, a annulé les chances d'intégrer plus avant la Turquie dans les logiques européennes et lui permettre de devenir un « partenaire fiable ». Cela aurait peut-être entravé le processus qu'on a trop longtemps et complaisamment appelé la « dérive autoritaire » d'Erdogan et empêché que ce pays ne devienne ce voisin, aux frontières de l'Europe, imprévisible, instable, qui s'éloigne chaque jour un peu plus des valeurs fondatrices de l'UE. Le moment historique où Berlin et Paris ont contesté en chœur la vocation ontologique de la Turquie à rejoindre un jour l'Union européenne (2006-2007) a immédiatement été suivi d'un retournement de la politique de la Turquie [Seni, 2017] qui s'est donné une vocation d'hégémonie régionale et de leadership du monde sunnite. On peut constater rétrospectivement que ce tournant « soft power » a servi à la Turquie de rampe de lancement pour une stratégie de renégociation/reconfiguration de ses alliances – militaires incluses – autant avec le camp occidental (les États-Unis, l'Otan, l'Europe, l'Allemagne) qu'avec la Russie et le Moyen-Orient.

Les relations entre l'Allemagne et la Turquie ont toujours connu des hauts et des bas. La première partie de cet article s'attachera à saisir la logique de ces variations à l'ère de la chancelière Merkel. La présence de près de 4 millions de personnes originaires de Turquie en Allemagne crée un axe historique inédit, culturel et continu, plutôt émancipé des relations d'État à État et d'une tout autre

---

1. Institut français de géopolitique.

nature, dont l'analyse, dans le second temps de cet essai, cherchera à éclairer les représentations à l'œuvre.

«Les relations germano-turques n'ont jamais été aussi mauvaises, et la relation de confiance entre les deux pays s'est très dégradée comme en témoignent les demandes du président turc de tests sanguins pour les membres du Bundestag d'origine turque et les reproches de "pratiques nazies" formulés par Ankara<sup>2</sup>». C'est par le constat d'une réalité navrante que s'ouvre ainsi une note du Cerfa (Comité d'études des relations franco-allemandes) de septembre 2017 sur la politique turque de l'Allemagne. Cette introduction fait référence à la colère du président Erdogan après que le député allemand d'origine turc Cem Özdemir, coprésident du parti des Verts, a porté au Sénat le projet de reconnaissance du génocide arménien par la Turquie. Le Bundestag a adopté le 2 juin 2016 la résolution sur l'Arménie qualifiant de génocide les massacres de 1915 dans la population arménienne de l'Empire ottoman. Pour Erdogan, ceux qui portent des accusations de génocide sur les ancêtres des Turcs ne sauraient être eux-mêmes turcs. Il vise les députés germano-turcs, demande qu'ils se soumettent à des examens sanguins, les accuse de faire partie du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, en guerre avec la Turquie depuis plus de trois décennies.

### Chronologie

Les relations germano-turques ont connu un âge d'or il n'y a pas si longtemps. Dès que le tandem Schröder-Fischer en prit la direction en 1998, l'Allemagne se distingua comme un fervent défenseur de la candidature de la Turquie à l'UE. Jusqu'en 2005, la coalition vert-rouge a soutenu activement ce projet d'adhésion. En décembre 2004, la Turquie fut officiellement reconnue candidate à l'UE et les négociations pour l'adhésion débutèrent en octobre 2005. Devenue crédible, cette perspective impulsa auprès du gouvernement islamo-conservateur turc au pouvoir depuis 2002 un ensemble de réformes en conformité avec les critères de Copenhague. Elles furent conduites avec diligence par M. Erdogan, alors Premier ministre. C'est ainsi que fut abolie la peine de mort, renforcée la lutte contre la torture et, surtout, limité le poids institutionnel de l'armée dans la vie politique du pays. On peut mieux comprendre la rapidité et l'efficacité dont firent preuve les membres du gouvernement islamique à mener cette dernière réforme quand on sait la méfiance que nourrissait l'armée turque, traditionnelle gardienne de la laïcité, à l'égard de l'islam. La France de Jacques Chirac fut un associé déterminé de l'Allemagne dans le soutien apporté à la Turquie pour le démarrage de sa candidature. Ainsi, conduites par le

---

2. R. Burç et B. Copur [2017, p. 4].

tandem Schröder-Chirac, Allemagne et France se firent les artisans d'un moment décisif de l'eupéanisation de la Turquie au sein de l'UE.

Alors même que la Turquie initiait ces réformes profondes et difficiles, Mme Merkel, chancelière depuis septembre 2005, décide de retirer le soutien de l'Allemagne à l'adhésion de la Turquie. Dès son accession à la chancellerie, elle avance l'idée de faire de la Turquie un « partenaire privilégié » plutôt qu'un membre à part entière de l'Union européenne. Après avoir attendu des années pour entrer dans le processus d'adhésion, et démarré les réformes exigées par les chapitres ouverts ce revirement apparaît à la Turquie comme une marque de mépris. À propos de cette décision de la chancelière, Caner Aver, le directeur de projet au Centre d'Essen pour les Études turques, confie : « Le projet de Merkel d'exclure la Turquie du bloc était un affront à tous ceux qui avaient travaillé ardemment et passionnément pour tenter d'intégrer à l'Europe une Turquie progressiste [...]. Cela a également créé des doutes sur la volonté ou non que l'Union européenne reste un "club chrétien"<sup>3</sup> ».

La force motrice que représentait l'espoir d'adhésion ayant disparu, l'embellie dans les relations turco-allemandes prit fin. L'arrivée de Nicolas Sarkozy à la présidence de la France n'arrangea guère les choses. Le raidissement de la Turquie s'accrut à la suite des déclarations tonitruantes de ce dernier, formulées sans les égards diplomatiques de rigueur et sur un ton qui se révéla blessant. Le nouveau « couple » conduisant l'Europe rivalisa ainsi de déclarations ne laissant aucune perspective à la Turquie d'adhérer un jour à l'Union européenne.

En Allemagne, la position de la chancelière vis-à-vis de la Turquie ne reflétait néanmoins pas toutes les nuances au sein de l'État. Le vice-chancelier Frank-Walter Steinmeier restait favorable à l'adhésion à condition que la Turquie effectue un recalibrage aux normes européennes. La chancelière elle-même s'en tint aux accords et traités contractés par Gerhard Schröder. Mais en 2006, considérant que la Turquie ne respectait pas les accords sur Chypre, l'UE suspendit les négociations sur huit chapitres. En Allemagne, la nouvelle politique concernant la Turquie resta plutôt fidèle aux engagements pris du temps de Schröder. Le gouvernement Merkel s'abstint seulement de voter les mesures favorables à l'adhésion de la Turquie à l'UE.

Dans le même temps, à la suite des déclarations franco-allemandes, dans une Turquie désormais légitimée à ne plus compter sur l'adhésion à l'UE, la stratégie « zéro problèmes avec les voisins » se met en place. Une double reconfiguration est à l'œuvre : d'une part, les termes de l'appartenance de la Turquie au bloc occidental,

3. « Merkel's plan to exclude Turkey from the bloc was an affront to all those who had worked tirelessly and passionately trying to get a progressive Turkey into the EU [...]. It also sparked speculation over whether some were simply trying to keep the EU a "Christian club" », in « Germany's Angela Merkel keeps Turkey at arm's length », Deutsche Welle, 22 juin 2018.

de l'autre, les nouvelles aspirations de ce pays au leadership du monde musulman sunnite. Sur la scène domestique, cette évolution s'accompagne d'une redéfinition de l'identité politique et sociale de la Turquie et de l'islamisation de la société. Sous la direction de Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, le gouvernement mène des assauts contre les fondements kémalistes du contrat tacite entre l'État et la population et déploie une stratégie de polarisation interne entre un « nous » désignant les électeurs musulmans conservateurs et un « eux », qui englobe pêle-mêle les citoyens occidentalisés, les laïcs dont le mode de vie privé ne bannit pas l'alcool et la mixité homme-femme [Seni, 2013]. Le discours et la rhétorique des politiciens sur l'espace public se chargent de références et de symboles islamiques, de vocables en arabe et de rites d'observance. L'arrivée en 2009 de l'ancien conseiller d'Erdogan et fervent pratiquant musulman, M. Ahmet Davutoglu, au poste de ministre des Affaires étrangères confirme cette orientation. Ce dernier est l'auteur de l'ouvrage « La profondeur stratégique » qui inspire la politique du « zéro problème avec les voisins » [Davutoglu, 2001]. Lorsque éclate le conflit syrien, c'est bien dans le cadre de cette stratégie à visée hégémonique sunnite que s'opèrent les choix de politique étrangère de la Turquie : faire de la chute de Bachar Al-Assad une priorité, intensifier la lutte contre l'autonomie des Kurdes en Syrie, soutenir les Frères musulmans et les groupes sunnites. La Turquie abandonne ainsi la ligne fondée sur la politique d'influence (*soft power*) préconisée par l'ouvrage de Davutoglu au profit d'une ligne militaire et coercitive ainsi que d'une stratégie de recomposition des alliances au jour le jour. La note du Cerfa citée plus haut évoque un « document secret des services secrets allemands » (BND) révélé à la suite d'une fuite qui désigne la Turquie comme une « plateforme centrale d'action de groupes islamistes<sup>4</sup> ». La position longtemps ambivalente de la Turquie vis-à-vis de l'EI (État islamique) diverge de la ligne de ses alliés occidentaux. Le gouvernement turc favorise les combattants de l'EI contre les Kurdes du Rojava, cette bande de territoire à la frontière turco-syrienne sur laquelle les Kurdes ont établi une entité autonome, tandis que dans le même temps le gouvernement allemand soutient les peshmergas, les combattants du YPG (Unités de protection du peuple), formation militaire kurde au Rojava, en leur livrant des armes. Les Turcs laissent passer par leurs postes-frontières les recrues de l'EI en Europe vers la Syrie. Un combattant turc de l'EI interrogé en août 2019 par le journaliste Fehim Tastekin<sup>5</sup> – emprisonné aujourd'hui par les Kurdes en Syrie du Nord – confie que, en 2014, l'EI organisait l'accueil des nouvelles recrues dans les villes turques de Hatay, Kilis et Antep où des appartements loués servaient de maisons de réception

4. Voir A. Hackenberger et M. Stürmer, « Wie die Türkei islamistischen Terroristen hilft », *Die Welt*, 17 août 2016 (cité dans [Burç et Copur, 2017, p. 11, note 11]).

5. F. Tastekin, « Türkiye'den IŞİD'e katılan İlyas Aydın : İstihbarat servislerinin gayrimeşru çocuklarıyız », *BBC News Türkçe*, 6 août 2019.



(*misafirhane*) de ces futurs combattants. Il précise que des armes transitaient par ces villes frontalières mais qu'elles n'étaient pas d'origine turque. Ainsi, Allemagne et Turquie menaient à la frontière turco-syrienne des politiques antagonistes. Est-ce que cette situation aurait été possible si la Turquie était bien plus avancée dans le processus d'intégration à l'UE et dans l'espoir encore actif d'une intégration vraisemblable ? Nous ne connaissons jamais la réponse à cette question puisqu'on ne refait pas l'histoire mais l'auteure de ses lignes aurait tendance à penser qu'une UE ayant plus et mieux intégré la Turquie dans ses rouages ne se serait pas retrouvée aujourd'hui voisine d'un pays enfermé dans des stratégies aventurières à ses frontières sud-est [Seni, 2017].

### Été 2015 et début de la crise des réfugiés

En octobre 2015 les politiques domestiques respectives de la Turquie et de l'Allemagne se croisent une nouvelle fois pour former un nouveau nœud indémontable où chacun tient l'autre. Les deux pays connaissent des tensions domestiques dont le dénouement les enchaîne ensemble dans une nouvelle situation inextricable. Ce sera l'accord entre l'UE et la Turquie au sujet des réfugiés.

#### Tensions en Allemagne

Le 25 août 2015 Angela Merkel officialise la décision de ne plus renvoyer les Syriens vers leur pays d'entrée dans l'Union européenne, comme le stipule la convention de Dublin. Sa décision survient au cours d'un été marqué par un afflux sans précédent de migrants, dont la majorité est composée de Syriens fuyant la guerre qui sévit dans leur pays depuis plus de quatre ans. À la suite de son fameux « Wir schaffen das ! » (nous pouvons y arriver), faisant écho au « Yes we can » d'Obama, l'Allemagne s'attend à un afflux d'un million de réfugiés et doute de sa chancellerie. Celle-ci se trouve alors en difficulté avec son propre parti, la CDU (Union Chrétienne Démocrate), et avec son partenaire de la coalition au gouvernement, la CSU (Union Chrétienne Sociale). Le représentant de ce parti déclare que la décision de la chancellerie est une erreur qui met en danger la coalition.

#### Tensions en Turquie

Les élections législatives du 7 juin de la même année ont ravi à l'AKP, le parti d'Erdogan, la majorité absolue, une première depuis l'arrivée au pouvoir de ce parti en 2002. Un nouveau parti émerge, de centre gauche et prokurde, qui

remporte près de 14 % des voix. Ayant franchi la barrière des 10 %, il sera représenté à l'Assemblée nationale avec 80 sièges. En commentant les résultats des élections, Erdogan, alors président d'une Turquie pas encore en régime présidentiel, exprime publiquement son aversion pour les gouvernements de coalition et « décourage » la formation d'un gouvernement multipartite. Le parti majoritaire, d'abord, et le premier parti d'opposition, ensuite, font semblant de jouer le jeu et de tenter des alliances en vue de former un gouvernement malgré tout. Pendant ce temps une flambée de violences secoue le pays. L'accord implicite de non-agression entre la Turquie et l'EI vole en éclats en juillet 2015 avec l'explosion d'une bombe EI<sup>6</sup> dans la ville frontalière de Suruç qui fait 34 morts au sein d'un groupe de jeunes en partance pour une fête à Kobané. Deux policiers sont assassinés chez eux – le meurtre est revendiqué par une organisation liée au PKK. Le 9 octobre de la même année, un nouvel attentat encore plus meurtrier fait 103 morts au début d'un meeting pour les libertés près de la gare ferroviaire d'Ankara. Le processus de paix engagé avec les Kurdes de Turquie est unilatéralement abandonné par Erdogan, les confrontations reprennent avec le PKK. Les forces armées turques déploient une rare violence dans les villes à majorité kurde comme Diyarbakir, Nusaybin, sans épargner la population civile. Erdogan déclare officiellement en échec les efforts pour le montage d'une coalition gouvernementale. Il appelle à de nouvelles élections législatives pour le 1<sup>er</sup> novembre 2015. Il conduit une stratégie de tension maximale et prépare son image internationale de dirigeant fiable, maîtrisant la situation politique chez lui. Il pourra paraître en homme providentiel – lui ou le chaos – aux élections de novembre.

C'est le moment que choisit la chancelière allemande pour rendre visite au président turc dans le palais de Dolmabahçe à Istanbul, juste deux semaines avant ce scrutin et deux mois après s'être mise en difficulté en Allemagne au sein de son gouvernement en prononçant son *Wir schaffen das!* Elle vient négocier un accord pour le filtrage des réfugiés par la Turquie. À deux semaines des élections, et dans le contexte de troubles internes, cette visite est un soutien de poids à Erdogan, en pleine campagne. Selon cet accord finalement signé le 18 mars 2016, la Turquie doit reprendre tous les réfugiés arrivés dans les îles grecques et l'UE doit accueillir un réfugié de guerre syrien « éligible » présent en Turquie pour chaque Syrien refoulé (dans la limite de 70 000 personnes). En contrepartie, la chancelière annonce qu'elle soutiendra les efforts pour faciliter l'entrée de la Turquie dans l'UE et s'engage à augmenter l'aide financière pour la gestion des réfugiés sans chiffrer cette aide. Elle se dit favorable à la suppression du visa Schengen pour les ressortissants de Turquie comme le souhaite ardemment Ankara.

---

6. *Idem.*

Il n'y a aucun mystère, cette initiative d'Angela Merkel avait pour premier objectif de calmer ceux qui en Allemagne critiquaient sa politique d'accueil et de diminuer le risque qu'elle perde son poste à cause d'un nouvel afflux de réfugiés.

### Conséquences en Turquie de la visite de Mme Merkel

Si le parti d'Erdogan a perdu de quelques points sa majorité absolue aux élections de juin 2015, la visite de la chancelière aura contribué à les lui restituer au scrutin du 1<sup>er</sup> novembre, une dizaine de jours après cette visite. L'AKP sort de cette élection avec les quelques points supplémentaires indispensables pour reconquérir la majorité absolue. Le parti prokurde recule de trois points, mais se maintient au-dessus des 10 %. En bref, cette visite est vécue en Turquie comme un soutien inconditionnel au régime en place. Dès l'hiver suivant, les forces militaires et policières turques écrasent, avec grande violence et sans épargner la population civile, la reprise de la guérilla dans le Sud-Est anatolien par le PKK<sup>7</sup>. L'Allemagne se montre indifférente. En janvier 2016, 1 128 universitaires turcs et étrangers signent une pétition exprimant leur indignation face à ces violences et demandent le rétablissement de la paix. Ils affirment qu'ils « ne seront pas complices de ces délits ». Ce sera le début d'un acharnement répressif juridique et administratif contre les universitaires signataires de cette pétition. Licenciements, procès, expulsions à vie du service public par décret-loi, annulations des passeports et emprisonnements se poursuivent jusqu'à nos jours. Les libertés d'expression et de la presse sont systématiquement restreintes. La « retenue » dont fait preuve l'Allemagne face aux atteintes aux droits de l'homme en Turquie est frappante.

L'accord finalement signé le 18 mars 2016 promet une aide financière de 6 milliards d'euros jusqu'en 2018, l'ouverture de nouveaux chapitres de l'adhésion à l'UE et la suppression des visas pour les ressortissants de Turquie. Peu de ces promesses ont été tenues. La Turquie a cependant réussi à couper la route égéenne des réfugiés vers l'Europe. Le nombre de migrants, dont une majorité de Syriens, traversant clandestinement la mer Égée est tombé à moins d'une centaine par jour en 2018 contre dix mille par jour en 2015. Concernant l'aide financière, l'UE avait initialement payé déjà 2,1 milliards des 3 milliards d'euros annoncés. Le reste devrait être versé en 2021, une fois le dernier projet abouti. En juin 2018, l'UE approuvait la seconde tranche des trois milliards supplémentaires prévus par l'accord des réfugiés dont le versement devrait s'échelonner jusqu'en 2025. Les autorités turques ont demandé qu'ils soient versés directement à l'État turc

7. R. Burç, « Erdogan's plan for the Kurds: Destroy, rebuild, pacify », *New Cold War*, 21 mars 2016.

mais c'est le choix de la Commission européenne qui a été retenu : la plus grande partie de cette somme sera allouée à des projets des organisations de la société civile [Dost, 2018]. Si cet accord n'a pas fait avancer d'un pouce la question des visas et de la libre circulation des Turcs en Europe, il aura quand même renforcé le statut de *partenaire fiable* de la Turquie auprès de l'Europe. Erdogan aura obtenu que le PKK reste classé parmi les organisations terroristes. Néanmoins, cet accord aura pour effet collatéral d'avoir fortement « atténué » les réactions de l'Allemagne et de Bruxelles face aux graves assauts contre la démocratie et les droits de l'homme en Turquie qui ont décuplé par la suite. Dès l'accord signé, la Turquie multiplie ses exigences auprès de l'Allemagne comme le relate le paragraphe suivant de cet article. Après la tentative de coup d'État manquée du 16 juillet 2016 la Turquie se montrera d'autant plus irascible qu'elle reprochera aux pays occidentaux d'avoir tardé à condamner ce coup et de manifester trop peu de compassion.

### **Conséquences immédiates en Allemagne du pacte migratoire entre la Turquie et l'UE**

À l'occasion de cette crise des réfugiés, l'Allemagne redécouvre la Turquie et prend la mesure de sa position incontournable. En faisant appel au président turc, la chancelière a placé la Turquie en acteur majeur de la gestion des tensions européennes concernant les réfugiés et fait de l'Allemagne, et dans une moindre mesure de l'UE, des otages de la politique d'Erdogan. Ce dernier tire profit de l'agenda électoral de la chancelière qui ne peut se permettre l'échec du pacte migratoire. Il conduit son projet présidentiel en muselant la presse, l'université, et en opprimant le mouvement prokurde sans que l'Allemagne trouve mot à dire. L'Allemagne et l'UE prennent la mesure de la mutation des rapports de force avec la Turquie due principalement, mais pas seulement, à cet accord, et s'enfoncent dans l'engrenage où les mène la crainte de « froisser » la Turquie. Consciente de cet état des mentalités européennes du moment, la Turquie hausse le ton et le niveau de ses exigences. Les crises diplomatiques avec l'Allemagne s'échelonnent tout au long des années qui suivent.

Ces crises commencent dès la signature de l'accord au sujet de la diffusion en Allemagne le 17 mars 2016 d'une chanson satirique qui ironise sur Erdogan. Cette affaire sera suivie de près par un autre incident diplomatique au sujet d'un autre humoriste. Celui-ci avait lu à la télévision un poème traitant Erdogan de pédophile et de zoophile. À cette occasion et sous pression de la Turquie, la chancelière exhume une loi non invoquée depuis près d'un siècle pour permettre au parquet d'engager une procédure pour « insulte à un représentant d'un État étranger », délit passible de trois ans de prison. En Allemagne, les médias crient alors à l'entrave



à la liberté de la presse et qualifient le délit en question de « crime anachronique de lèse-majesté ». Toujours conciliante, Mme Merkel déclare que le poème en question est « délibérément blessant ». Ainsi, cette exigence d'Erdogan pour que des poursuites pénales soient engagées contre l'humoriste aura risqué de créer une décision qui faisait reculer les libertés en Allemagne par l'application d'une loi tombée en désuétude car limitative de la liberté d'expression. Cette affaire aura montré à qui veut bien le voir que le temps est révolu où l'on pouvait, sans craindre les répercussions sur les équilibres démocratiques de son propre pays, passer des accords avec des États qui ne respectent pas les droits élémentaires de leur population. Dans la foulée, l'ambassadeur allemand en Turquie sera convoqué pour avoir assisté au procès de deux journalistes du quotidien *Cumhuriyet* et pour avoir invoqué les droits fondamentaux, la liberté d'expression et de la presse. La résolution évoquée plus haut concernant le génocide arménien incitera Ankara à refuser l'accès de la base militaire d'Incirlik au secrétaire d'État à la Défense allemand pour une visite de routine qui se fait ordinairement sans entraves, à l'échelon militaire, dans les bases des partenaires de l'Otan. Le ministre des Affaires étrangères turc ayant signifié clairement que ce refus est en lien avec la résolution sur le génocide arménien, la chancelière jouera une fois encore la « désescalade » en précisant que cette résolution n'est pas juridiquement contraignante et insistera sur la nécessité de ménager la coopération avec la Turquie au sein de l'Otan. En 2017, la Turquie refuse une nouvelle fois l'accès de la base de l'Otan à Konya à une délégation de parlementaires. Le gouvernement allemand décide en juin de la même année de retirer ses 260 soldats d'Incirlik pour les repositionner sur sa base en Jordanie.

Une nouvelle tempête remplace à chaque occasion celle que l'Allemagne a laborieusement éteinte. Cette tendance se confirme après le coup d'État manqué en Turquie le 16 juillet 2016. L'état d'urgence permet à Erdogan de gouverner désormais par décrets. Près de cinq mille membres du parti prokurde, le HDP, sont placés en détention, parmi lesquels vingt-sept députés. Douze d'entre eux, dont les deux présidents du Parti, sont condamnés à de la prison ferme. Ils y sont encore au moment de la rédaction de ces lignes, en août 2019. Seule l'arrestation de dix-neuf salariés du quotidien d'opposition *Cumhuriyet* suscite une déclaration critique de la chancelière qui juge ces incarcérations alarmantes.

Après ce coup d'État manqué et les mesures de répression qui suivent, la majorité des parlementaires de l'UE est incitée à voter le gel des pourparlers concernant l'adhésion de la Turquie. Le nouvel ascendant pris par les partis populistes en Europe aidant, la perspective d'adhésion de la Turquie à l'UE s'éloigne un peu plus chaque jour. Cela ne calme pas la veine antagoniste de la Turquie envers l'Allemagne. Lorsqu'en mai 2017 l'Allemagne accorde le droit d'asile à une quarantaine de militaires turcs de l'Otan, la Turquie lui reproche son « indulgence

envers les putschistes ». Lors de la campagne pour le « oui » au référendum constitutionnel en Turquie (le 18 avril 2017) plusieurs municipalités allemandes interdisent les meetings auxquels des ministres turcs sont prévus. Le chef de l'État turc accuse alors la chancelière de « pratiques nazies ». Ce vocable n'est pas une expression échappée de la colère d'Erdogan, plutôt un mot consciemment choisi pour susciter le plus de réactions scandalisées possible et nourrir un sentiment anti-occidental, ingrédient qui lui est favorable en interne. Au sujet de la détention en Turquie, en février 2017, du correspondant germano-turc de *Die Welt* Deniz Yücel, Angela Merkel concède qu'il s'agit d'une décision « amère », « décevante » et « excessivement dure ». Autrement la chancelière persiste dans sa stratégie de modération. Cependant, Thomas de Maizière, ministre allemand de l'Intérieur, suit une autre ligne. Il déclare d'abord que la campagne électorale turque n'a pas sa place sur le sol allemand et il menace de poursuites pénales les représentants politiques turcs qui insulteraient ou dénigreraient l'ordre constitutionnel allemand. Le gouvernement allemand suit la ligne de Maizière et interdit une réunion en marge du sommet du G20 de juillet 2017 à laquelle Erdogan prévoit d'assister.

Si l'exportation des conflits intérieurs à la Turquie vers l'Allemagne est relativement et provisoirement freinée par ces mesures, les tensions propres à la scène turque continuent d'être relayées par une diaspora fragmentée au sein de laquelle s'opposent les nationalistes aux Kurdes, les laïcs aux pro-Erdogan. Par ailleurs, l'Allemagne n'est pas épargnée par la montée des populismes de droite. Ceux-ci prennent prétexte de ces orages pour nourrir les sentiments xénophobes, carburant indispensable de leurs campagnes. Le climat de tensions qui en résulte risque de troubler la cohésion sociale.

### Conclusion partielle

L'Allemagne de la chancelière Angela Merkel a entraîné l'Union européenne dans sa politique envers la Turquie dans deux directions, faut-il dire deux impasses, issues d'une vision à très court terme qui privilégiait sa rééligibilité. La première, et la plus lourde de conséquences, fut de retirer à la Turquie l'objectif, le désir, la « croyance » de devenir un jour membre de l'UE. Le processus d'adhésion avec les réformes induites était un moteur pour la démocratisation. Il s'agissait de prolonger le fonctionnement de ce moteur. L'Allemagne a fourni à la France de Nicolas Sarkozy une légitimité supplémentaire pour refuser à la Turquie son éligibilité. Le pouvoir en Turquie a pris le prétexte de ces refus/rebuffades pour redéfinir la hiérarchie de ses alliances à l'étranger, viser le leadership du monde sunnite et accélérer en interne l'islamisation de la société, la suppression des contre-pouvoirs, l'avancée vers une dictature. Cette double bifurcation, interne et

externe, de la politique turque est sensible dès 2009 avec pour mot d'ordre « zéro problème avec les voisins ».

La signature de l'accord au sujet des réfugiés constitue la deuxième étape d'un mauvais engrenage avec la Turquie. En entraînant son pays et l'UE dans cet accord, la chancelière en a fait des otages de la politique turque. Même avec les extrêmes ménagements apportés aux pratiques d'Erdogan, même avec une indifférence coupable quant à la tournure totalisante prise par le régime turc, la position de la chancelière n'a pas réussi à apaiser les tempêtes sur les relations avec la Turquie.

### Jusqu'où les relations germano-turques peuvent-elles se dégrader ?

L'énumération précédente des multiples nœuds conflictuels entre la Turquie et l'Allemagne conduit à poser cette question. Il suffit de rappeler l'importance des intérêts commerciaux, économiques qui les unissent, pour constater qu'ils sont *ipso facto* contraints de trouver, de prolonger un *modus vivendi*. On peut rappeler que l'Union européenne est le premier partenaire commercial de la Turquie, que l'UE est le récipiendaire de 50 % des exportations turques et qu'elle reste un débouché indispensable pour les produits turcs. L'Allemagne occupe la première place parmi les pays clients de la Turquie – 9,6 % des exportations turques vont à l'Allemagne<sup>8</sup>, qui est aussi un des pays fournisseurs les plus importants de la Turquie. En 2018, l'Allemagne occupe la troisième place parmi ces fournisseurs (9,2 % des importations turques), derrière la Russie (9,9 %) et la Chine (9,3 %)<sup>9</sup>. Pour les six premiers mois de 2019, l'Allemagne a préservé sa position et reste en tête des clients de la Turquie devant le Royaume-Uni et la France, alors que ce sont la Russie et la Chine qui ont été ses deux premiers fournisseurs pendant cette période, l'Allemagne restant en troisième position<sup>10</sup>.

Si l'on ajoute à ce tableau les liens de la Turquie avec l'Otan et les États-Unis, on voit que ce pays est tout à fait inséré dans le tissu occidental par des liens économiques, militaires et politiques. Ce sont justement ces liens, les termes de cette insertion qu'Erdogan s'évertue à renégocier. Si cette propension à revoir ses alliances a commencé à se développer de façon expérimentale dans les années

8. Rapport d'information n° 629 fait au Sénat en session extraordinaire de 2018-2019, par le groupe de travail sur la situation en Turquie, enregistré à la présidence du Sénat le 3 juillet 2019, p. 37. Le Royaume-Uni reçoit 6,6 % des exportations turques, l'Italie 5,7 %, l'Irak, 5 %, l'Espagne 4,5 % et la France 4,3 %.

9. *Idem*, p. 37.

10. Service économique régional de l'ambassade de France en Turquie, *Nouvelles économiques de la Turquie et du Caucase*, n° 138.

2007-2009, elle a pris par la suite des dimensions considérables<sup>11</sup>. Depuis, la Turquie n'a de cesse d'annoncer à ses partenaires occidentaux son émancipation possible de ses engagements traditionnels. L'achat des S-400 à la Russie en juillet 2019, malgré l'opposition des États-Unis, en est un exemple, même si cet achat cache des négociations avec les États-Unis et la Russie au sujet de l'appui turc aux djihadistes de la région d'Idlib en Syrie.

L'Allemagne n'est pas épargnée par cette propension de la Turquie à redéfinir ses liens avec ses partenaires. Cependant, l'Allemagne représente pour la Turquie le pays avec lequel ses attaches ne peuvent être dénouées car elles ne sont pas seulement d'ordre stratégique et économique mais soumises aux décisions intempêtes de son très ambitieux Président. Dans le domaine culturel, les Allemands originaires de Turquie – que des critiques littéraires se refusent à appeler la *diaspora* – ont tissé depuis des décennies un *continuum culturel* relativement autonomisé des relations d'État à État où les parts turque et allemande ne sont plus identifiables en tant que telle. Ce domaine qui recèle plus d'une surprise renseigne sur l'imbrication culturelle germano-turque qu'il s'agit maintenant d'examiner.

### Le tournant turc dans la littérature allemande contemporaine

Les Turcs en Allemagne représentent environ 2 millions de personnes. Un chiffre auquel il faut ajouter les Allemands d'origine turque pour obtenir un groupe culturel d'environ 4 millions. Beaucoup sont arrivés dans le pays dans les années 1960, au moment du « miracle économique » ouest-allemand.

Le surgissement d'une littérature allemande que l'on doit à des auteurs qu'on ne peut plus considérer comme « immigrés » n'est plus très récent. Analyser la portée de leur production littéraire [Adelson, 2005] permet d'aborder le « devenir culturel » des Turcs en Allemagne en lien avec les mutations des représentations dans la société allemande elle-même. La place qu'occupent les originaires de Turquie dans les mondes des médias, de la politique, du cinéma et des arts en général, ainsi que du sport, est loin d'être négligeable. Plus d'une centaine de

11. « La sortie de la Turquie de l'Otan est ainsi parfois évoquée, ou du moins la sortie du commandement intégré, comme le firent déjà la France et la Grèce. Dans ce domaine encore la Turquie adopte une attitude ambiguë et « victimaire », se plaignant fortement du manque de soutien de ses alliés de l'Otan lorsqu'elle a demandé à disposer d'une solution anti-missiles. Comme pour la relation avec l'Occident en général, l'éloignement et les difficultés seraient d'abord dues à l'attitude empreinte de manque de respect et d'ingratitude des alliés de la Turquie l'obligeant, comme malgré elle, à se tourner vers la Russie », Rapport d'information 629 fait au Sénat, *loc. cit.*



célébrités, Cem Özdemir qui fut à la tête du parti des verts, Lale Akgün députée SPD, le réalisateur primé Fatih Akin, les écrivains Zafer Senocak, Feridun Zaimoglu, l'universitaire Kader Konuk (auteure du passionnant ouvrage *East-West Mimesis. Auerbach in Turkey*) sont issus de cette communauté. Cependant la focale sera mise ici exclusivement sur la portée de la production littéraire de ces Allemands originaires de Turquie car des travaux critiques importants existent à ce sujet. Elle renseigne sur les dimensions et les enjeux du débat concernant la littérature allemande des auteurs nés turcs et permet de mesurer l'impact de cette production sur les représentations en Allemagne.

« Le tournant turc dans la littérature allemande contemporaine » (*The Turkish Turn in Contemporary German Literature*) est le titre de l'ouvrage de Leslie Adelson, professeure de littérature allemande et d'histoire culturelle à l'université Cornell (États-Unis). Le livre interroge l'importance de la littérature en langue allemande des auteurs nés turcs en commençant par annoncer l'obsolescence de « la fable qui suspend les migrants entre deux mondes ». Que cette littérature soit aujourd'hui objet d'étude « scientifique », qu'elle se soit développée jusqu'à infléchir la production littéraire contemporaine et les représentations allemandes comme le soutient la thèse du « *Turkish turn* » (tournant turc), qu'elle soit prétexte à mutation méthodologique dans les disciplines littéraires, tout cela exprime l'importance que cette production a prise dans le paysage littéraire contemporain. Cette nouvelle composante de la littérature allemande s'est lentement élaborée au cours de la période qui va de 1970 à 1990 (période « nationale ») où les auteurs sont presque exclusivement des *Gastarbeiter* à qui la naturalisation est encore inaccessible dans une Allemagne où la nationalité est exclusivement fondée sur le droit du sang<sup>12</sup>. Aujourd'hui, la plupart de ces auteurs sont citoyens allemands car le nouveau code de la nationalité entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 permet à tout enfant né sur le sol allemand de parents étrangers d'acquérir « automatiquement la nationalité allemande à la naissance, si leur père ou leur mère a sa résidence habituelle et légale en Allemagne depuis huit ans au moins et s'il ou elle possède depuis trois ans au moins un permis de séjour à durée indéterminée<sup>13</sup> ». On peut imaginer les répercussions sur les auteurs d'origine turque de cette nouvelle assurance juridique concernant leur avenir en Allemagne. Aujourd'hui, ils « continuent d'intriguer en Allemagne comme dans les pays voisins habitués au paysage hérité

12. Le droit de la nationalité en République fédérale d'Allemagne reposait exclusivement sur le principe de la filiation (*jus sanguinis*), selon lequel toute personne ayant au moins un parent allemand acquiert la nationalité allemande de droit, indépendamment de son lieu de naissance. Cf. C. Moreau, « La communauté turque en Allemagne, entre intégration et protection identitaire », *L'Europe des Libertés*, 2006-2007.

13. *Idem*.

des années d'après-guerre : Günther Grass, Martin Walser et la pléiade des petits nouveaux » [Muhidine, 2002]. Chefs de file dans le domaine de la littérature des originaires de Turquie, Zafer Senocak et Emine Sevgi Özdamar sont tous deux venus en Allemagne en jeunes adultes. Tous deux ont appris la langue une fois en Allemagne mais tous deux avaient fait du « théâtre brechtien » à Istanbul avant de quitter la Turquie.

Ainsi cette littérature ne peut plus être qualifiée aujourd'hui de production des « minorités » ou de la « diaspora » ou de tout autre vocable évoquant l'altérité. Les critiques littéraires s'accordent pour dire que ces auteurs nés turcs ou leurs descendants ne sont pas les représentants en Allemagne d'un monde turc en miniature. Si dans les clubs de football, les bandes des rues, et dans les organisations religieuses les pratiques identitaires peuvent encore être centrales, la littérature des auteurs nés turcs ne résulte ni ne témoigne d'aucune politique identitaire. À partir d'une double prise en compte, d'une part, de la littérature de l'immigration turque en Allemagne et, de l'autre, des mutations de la société allemande, s'est construit une nouvelle grammaire de la critique littéraire qui permet d'analyser le rôle pivot de cette littérature dans les nouvelles représentations de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Selon Adelson, Allemands et Turcs partagent une commune « désorientation radicale et une réorientation historique » qui caractérisent notre époque où le centre de l'Europe n'est plus eurocentrique... En Allemagne, on se réfère encore à la chaotique réunification du pays en termes de *die Wende*, le tournant. On ne peut que constater le nombre important d'occurrences où ce terme de « tournant » apparaît en Allemagne. La littérature allemande qui reflète cette transformation structurelle, la désorientation générale qui précède une nouvelle réorientation, est appelée la « littérature du tournant », *die Wende Literatur* [Adelson, 2005, p. 15]. Bien que les auteurs nés turcs ne soient pas forcément répertoriés dans cette catégorie, « il existe bien une *Wende Literatur* infléchie par la migration turque » insiste Adelson. Ainsi, depuis les années 1970, un « *Turkish turn* » est en cours. « La littérature de la migration turque indexée sur l'unification nationale participe au *Turkish turn* mais ne l'inaugure pas. Le *Turkish turn* au sens large acquiert une masse critique dans les fictions de langue allemande dans les années 1990 lorsque les signifiants ethniques, les cultures mémorielles et les transformations tectoniques dans les conflits transnationaux émergent largement et désorientent non seulement en Allemagne mais sur la scène globale en transition brutale<sup>14</sup> ». Adelson élabore la notion de *Turkish lines of thought* que l'on pourrait traduire par « lignes de pensée turcs » ou « schèmes de pensée turques ». Elle précise que ces lignes de pensée ont tranquillement modifié la base sur laquelle la littérature

14. L. A. Adelson [2005], traduit par N. Seni.

allemande des années 1990 a réagi face aux mutations historiques du tournant millénaire. Ainsi, sa description rejoint celle de Timour Muhidine, spécialiste de la littérature turque à l'Inalco, qui évoque une Allemagne « devenue un *melting pot* où descendants d'immigrés économiques et nouveaux venus (*Aussiedler*, étudiants, exilés politiques...) s'affrontent pour l'accès à une langue connaissant un processus d'internationalisation. L'allemand décrète là son droit à la "World Literature" » [Muhidine, 2002, p. 220].

On peut imaginer que dans quelques années le *Turkish turn* se trouvera enrichi de la production des universitaires turcs réfugiés en Allemagne à la suite des persécutions qui s'exercent sur cette profession depuis janvier 2016. En effet, l'Allemagne est actuellement la première des destinations pour les universitaires turcs en danger. On compte entre 170 et 180 universitaires signataires de la pétition de la paix installés ces dernières années dans des établissements de recherche et d'enseignement en Allemagne. À l'université d'Essen par exemple l'Institut d'études turques et le Kulturwissenschaftliches Institut ont créé ensemble le programme «Academy in Exile» qui octroie des bourses d'études à des universitaires turcs persécutés.

### Le triangle Turcs-Allemands-Juifs

Un thème central de la culture mémorielle allemande n'aura pas manqué de faire irruption au cœur du lent processus d'insertion culturelle des Turcs : les Juifs et la Shoah. Par deux fois, et à des occasions tout à fait différentes, les représentations se rapportant à la destruction des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale croisent la question des Turcs d'Allemagne. La première fois correspond au climat des années 1990 où plusieurs flambées de violence raciste visent les Turcs. Des incendies xénophobes sont allumés à Mölln en 1992 et dans la ville de Solingen en 1993, provoquant la mort d'une dizaine de Turcs. Les images du bâtiment de Solingen embrasé font le tour du monde et scandalisent l'Allemagne. Les activistes protestataires déploient alors des banderoles où ils clament « Nous ne voulons pas être les Juifs de demain ». Le romancier germano-turc Zafer Senocak n'a de cesse de se référer dans ses écrits à des auteurs juifs comme Paul Celan ou Franz Kafka. Il crée un personnage d'identité hybride turque, allemande et juive dans son livre *Parenté dangereuse* [1998]. Il ne sera pas le seul à faire le rapprochement. Des journalistes et chroniqueurs lui emboîtent le pas, qui ne font pas le parallèle seulement sous l'aspect victimaire. Et c'est encore à Leslie Adelson que l'on doit l'expression *Turkish-German-Jewish Triangle* [Adelson, 2000]. Ainsi s'ouvre dans les années 2000 en Allemagne un champ de recherches littéraires et sociales au sujet du triangle Turcs-Allemands-Juifs [Block, 2017].

La deuxième occurrence est plus récente, elle fait suite à la conviction qui gagne du terrain en Allemagne selon laquelle les musulmans sont responsables du nouvel antisémitisme en Allemagne. Fondée sur l'idée que l'Allemagne de l'après-guerre est définitivement guérie de l'antisémitisme, oublieuse de la montée de l'extrême droite et des néonazis, cette vision est le moteur du programme de prévention proposé aux seuls Turcs et Arabes en Allemagne [Özyürek, 2016]. Ces programmes procèdent de la volonté de transmettre la mémoire de la Shoah comme antidote à l'antisémitisme mais aussi comme ciment qui fabrique l'Europe de l'après-guerre. La mémoire de la Shoah et le « plus jamais ça » étant considérés comme les éléments fondamentaux qui font l'identité européenne, leur transmission est conçue comme un moteur de l'europanisation et de l'intégration des immigrés. Le vice de ces programmes de prévention tient moins au contenu qu'au fait de s'adresser exclusivement aux Turcs et aux Arabes en Allemagne.

Le gouvernement de la chancelière Merkel n'a pas persévéré dans l'ouverture au monde de l'Allemagne inaugurée par ses prédécesseurs. Le repli s'est manifesté notamment au sujet de la Turquie, de sa place en Europe. Favoriser la démocratie dans ce pays aurait pu sans doute en faire un vrai partenaire, sensible au maintien de la paix. Le gouvernement de Mme Merkel a découvert trop tard la place incontournable de la Turquie et son rôle potentiel, à une date où tout accord avec ce pays légitimait un pouvoir devenu antidémocratique. Il est cependant émouvant de constater que la migration turque a fait plus que contribuer au « miracle économique » d'après-guerre. La production littéraire d'un pays reflète son univers mental. Les auteurs nés turcs ont, sinon « conduit » comme l'explique une critique littéraire, du moins infléchi les schèmes de la littérature allemande. Ils ont élargi son univers pour la faire participer à la littérature transnationale d'un monde globalisé. Ils en font une *world literature*, porteuse de paix. C'est en cela qu'il y a miracle !

### Bibliographie

- ADELSON L. A. (2000), « Touching tales of Turks, Germans and Jews: cultural alterity, historical narrative, and literary riddles for the 1990s », *New German Critique*, n° 80.
- ADELSON L. A. (2005), *The Turkish Turn in Contemporary German Literature: Towards a New Critical Grammar of Migration*, Palgrave Macmillan, New York.
- BLOCK N. (2017), « A Berlin Republic convivencia? Ethnic tensions in the Turkish-German-Jewish triangle », *German Studies Review*, vol. 40, n° 2, Johns Hopkins University Press.
- BURÇ R. et COPUR B. (2017), « La politique turque de l'Allemagne sous Merkel: un bilan critique », Note du Cerfa n° 140.
- DAVUTOGLU A. (2001), *Stratejik derinlik*, Küre yayinlari, Istanbul.
- DOST P. (2018), « Loose ends of a deal », *Cairo Review of Global Affairs*.



TURQUIE-ALLEMAGNE : PARTENARIAT TUMULTUEUX, LIENS INDISSOLUBLES

- MUHIDINE T. (2002), « Écrivains allemands issus de l'immigration », *Esprit*, n° 1.
- ÖZYÜREK E. (2016), « Export-import theory and the racialisation of anti-semitism : Turkish and Arab-only prevention programs in Germany », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 58, p. 40-65.
- SENI N. (2013), « Polarisation d'une société en mutation culturelle », *Hérodote*, vol. 1, n° 148, p. 122-137.
- SENI N. (2017), « À quoi sert la Turquie en Europe ? », *Hérodote*, n° 164, p. 213-226.
- SENOCAK Z. (1998), *Gefährliche Verwandtschaft*, Babel, Munich (*Parenté dangereuse*, traduit par Colette Strauss-Hiva, L'esprit des Péninsules, Paris, 2000).